



COMMISSION POLITIQUE ET REGULATION (CPR)

GROUPE DE TRAVAIL SUR L'HARMONISATION DES CADRES POLITIQUES ET JURIDIQUES

19 Février 2026, en distanciel

UPAP/CA/CPR/GTHPJ/05/2026- Doc N°4b et Annexe Rev 1

Original : français

PROPOSITIONS D'AMENDEMENT DES ACTES DE L'UNION ET DES REGLEMENTS INTERIEURS DE LA CONFERENCE DES PLENIPOTENTIAIRES ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Point n°6.2 de l'ordre du jour

1. Objet Propositions d'amendement des Actes de l'union et des Règlements intérieurs de la Conférence des plénipotentiaires et du Conseil d'administration	2. Références/paragraphes <ul style="list-style-type: none">• Actes de l'Union ;• Règlements intérieurs de la Conférence et du Conseil ;• Programme d'activités 2025/2026.
3. Décision attendue <ul style="list-style-type: none">▪ Examiner le document▪ Formuler des observations ou propositions	

I. INTRODUCTION

L'un des objectifs majeurs du programme d'activités 2025-2026 de l'UPAP est d'assurer l'harmonisation des instruments juridiques de l'Union à travers la formulation de propositions d'amendement aux Actes de l'UPAP et autres cadres juridiques régissant l'organisation et le fonctionnement des organes de l'UPAP. Pour ce faire, le Secrétariat général de l'UPAP a, au cours de la période sous revue, procédé à un examen approfondi de la Convention de l'UPAP et de son Règlement d'exécution ainsi que des Règlements intérieurs de la Conférence et du Conseil d'administration.

Cet examen a permis de déceler des insuffisances ou incohérences et de proposer des amendements pour y remédier. Ainsi, les propositions d'amendement aux Actes de l'Union portent principalement sur :

- i) les langues de travail de l'Union ;
- ii) la rééligibilité des membres du Conseil d'administration ;
- iii) l'introduction d'une procédure pour les élections des Etats membres au Conseil d'administration ;
- iv) l'introduction du droit de représentation
- v) l'élection du bureau de la Conférence et du Conseil ;
- vi) les organes de l'Union ;
- vii) les droits et obligations des membres de l'Union ;
- viii) la procédure d'adhésion à la Convention de l'UPAP ;
- ix) le lieu des réunions des organes de l'Union.

II. OBJECTIFS DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENT

Les objectifs poursuivis par les propositions d'amendement sont principalement de :

- i) Harmoniser les dispositions de la Convention de l'UPAP et celles du Règlement d'exécution de la Convention ;
- ii) Harmoniser les dispositions des Actes de l'Union et celles des Règlements intérieurs de la Conférence et du Conseil ;
- iii) Prévenir toute ambiguïté ou difficulté d'interprétation des Actes de l'Union et des Règlements intérieurs de la Conférence et du Conseil.

III. DECISION ATTENDUE

Le Groupe de travail est invité à examiner le document et formuler tout(es) commentaires, observations ou propositions pertinent (es).

PROPOSITIONS D'AMENDEMENT DES ACTES DE L'UNION ET DES REGLEMENTS INTERIEURS DE LA CONFERENCE ET DU CONSEIL

REFERENCES	OBSERVATIONS	PROPOSITIONS D'AMELIORATION
CONVENTION DE L'UPAP		
<p>Article 6 (1) : Membres de l'Union</p> <p>Peuvent devenir Membres de l'Union : 1. les Etats Membres de l'Union africaine selon la définition de l'article 5</p>	<p>Cet article fait référence à une définition prévue à l'article 5. Or l'article 5 ne donne pas de définition mais traite de la Composition de l'Union.</p> <p>Aussi, la référence à l'article 5 n'est pas complète car elle ne désigne pas expressément l'acte concerné</p> <p>Il est alors proposé de corriger cette insuffisance.</p>	<p>Article 6 (1) : Membres de l'Union</p> <p>Peuvent devenir Membres de l'Union : 1. les Etats Membres de l'Union africaine selon la définition de l'article 5 ci-dessus mentionné.</p>

<p>Article 8 (2) : Langues officielles et de travail de l'Union</p> <p>1. Les langues de travail de l'Union et de tous ses organes sont, si possible, les langues africaines ainsi que l'arabe, l'anglais, l'espagnol, le français et le portugais.</p> <p>2. Chacun des groupes linguistiques supporte les coûts de traduction et d'interprétation de sa propre langue.</p>	<p>Cette disposition prévoit la prise en charge des coûts de traduction par chaque groupe linguistique. Or, dans la réalité, la traduction et l'interprétation de/vers l'anglais et le français sont assurés par des membres du personnel recrutés à cet effet. Ainsi, les coûts y relatifs sont supportés par le budget annuel de l'Union et non par les Etats membres appartenant auxdits groupes linguistiques.</p> <p>Il est alors proposé de prévoir une exception aux dispositions de l'alinéa 2 de cet article.</p>	<p>Article 8 (2) : Langues officielles et de travail de l'Union</p> <p>1. Les langues de travail de l'Union et de tous ses organes officielles de l'Union et de tous ses organes sont, si possible, les langues africaines ainsi que l'arabe, l'anglais, l'espagnol, le français et le portugais.</p> <p>2. (Nouveau) Les langues de travail de l'Union sont l'anglais et le français.</p> <p>3. (Nouveau) L'Union prend en charge les frais de traduction et d'interprétation pour ses deux langues de travail.</p> <p>4. (Nouveau) Tout État membre a la faculté de solliciter une autre langue de travail que celles prévues par l'Union, à condition de prendre en charge les frais de traduction et d'interprétation pour cette langue.</p>
<p>Article 10. Organes de l'Union</p> <p>Les organes de l'Union sont :</p> <p>1. la Conférence des plénipotentiaires ;</p> <p>2. le Conseil d'administration ; et</p> <p>3. le Secrétariat général.</p>	<p>L'Union dispose d'autres organes qui ne figurent pas sur cette liste tels que les Commissions administratives et techniques, le comité de vérification des pouvoirs, les groupes de travail et les équipes spéciales.</p>	<p>Article 10. Organes de l'Union</p> <p>L'Union dispose d'organes permanents et subsidiaires ainsi que des structures ad hoc.</p> <p>1. Les organes permanents de l'Union sont :</p> <p>1.1. la Conférence des plénipotentiaires ;</p> <p>1.2. le Conseil d'administration ; et</p> <p>1.3. le Secrétariat général.</p>

	<p>Il est proposé de les prévoir tout en distinguant, à l'instar d'autres organisations internationales telles que l'UPU, les organes permanents des organes subsidiaires.</p> <p>A titre de rappel, en droit international, les organes subsidiaires sont des organes créés par les organes permanents pour remplir des fonctions spécifiques et dépourvus de personnalité juridique autonome vis-à-vis des organes permanents</p>	<p>2. Les Organes subsidiaires de l'Union sont :</p> <p>2.1. Les Commissions administratives et techniques ; et</p> <p>2.2. Le Comité de vérification des pouvoirs</p> <p>3. les groupes Ad hoc de l'Union sont :</p> <p>3.1 Les groupes de travail ;</p> <p>3.2 Les équipes spéciales ;</p> <p>3.3 Les équipes d'experts.</p> <p>4. Toutefois les organes permanents et subsidiaires peuvent créer d'autres organes subsidiaires et/ou ad hoc pour la réalisation des objectifs de l'Union</p>
<p>Article 11 (3) : La Conférence des plénipotentiaires</p> <p>La Conférence des plénipotentiaires, ci-après dénommée « la Conférence », est l'organe suprême de l'Union qui veille à la réalisation de ses objectifs. A ce titre :</p> <p>1. elle est constituée des ministres chargés des services postaux ou de tout autre plénipotentiaire dûment désigné par les Etats membres ;</p>	<p>La rédaction de cet article pourrait prêter à confusion. En effet, il subordonne la tenue des sessions extraordinaires à trois (03) conditions exclusives :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. l'accord des 2/3 des Etats membres ou ; 2. une décision de la session ordinaire ou encore ; 3. la demande d'un ou de plusieurs Etats membres, du Conseil d'administration ou du Secrétaire général 	<p>Article 11 (3) La Conférence des plénipotentiaires</p> <p>La Conférence des plénipotentiaires, ci-après dénommée « la Conférence », est l'organe suprême de l'Union qui veille à la réalisation de ses objectifs. A ce titre :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. elle est constituée des ministres chargés des services postaux ou de tout autre plénipotentiaire dûment désigné par les Etats membres ; 2. elle se réunit en session ordinaire tous les quatre (4) ans ;

<p>2. elle se réunit en session ordinaire tous les quatre (4) ans ;</p> <p>3. elle peut être convoquée en session extraordinaire, sous réserve de l'accord des deux tiers des Etats membres, ou :</p> <p>3.1 sur décision de la session ordinaire de la Conférence ; ou,</p> <p>3.2 à la demande d'un ou de plusieurs Etats membres, du Conseil d'administration ou du Secrétaire général.</p>	<p>Or, de notre point de vue, l'esprit de cette disposition est de subordonner toute demande d'organisation d'une session extraordinaire de la Conférence à l'accord des 2/3 des Etats membres comme c'est le cas pour les sessions extraordinaires du Conseil d'administration.</p> <p>Il convient alors de réécrire cette disposition afin de corriger l'insuffisance relevée.</p>	<p>3. elle peut être convoquée en session extraordinaire: sous réserve de l'accord des deux tiers des Etats membres, ou :</p> <p>3.1 sur décision de la session ordinaire de la Conférence ; ou,</p> <p>3.2 à la demande d'un ou de plusieurs Etats membres, du Conseil d'administration ou du Secrétaire général et sous réserve de l'accord des deux tiers des Etats membres.</p>
<p>Article 12 (4) : Le Conseil d'administration</p> <p>1. Le Conseil d'administration, ci-après dénommé « le Conseil », est composé de vingt-cinq (25) Etats membres, élus par la Conférence selon la répartition géographique adoptée par l'UA, en annexe des présentes. Son mandat est de quatre (04) ans.</p> <p>2. Dans l'intervalle des sessions de la Conférence, le Conseil est l'organe de</p>	<p>Cet article ne prévoit pas, à l'instar de la Conférence, la tenue d'une session extraordinaire du Conseil sur décision de la session ordinaire du Conseil comme le prévoit l'article 11 de la Convention pour les sessions extraordinaires de la Conférence.</p> <p>Aussi, la tenue d'office de la session extraordinaire n'est pas prévue.</p> <p>Il sied par conséquent de prévoir cette possibilité pour le Conseil d'administration et la session</p>	<p>Article 12 (4) : Le Conseil d'administration</p> <p>1. Le Conseil d'administration, ci-après dénommé « le Conseil », est composé de vingt-cinq (25) Etats membres, élus par la Conférence selon la répartition géographique adoptée par l'UA, en annexe des présentes. Son mandat est de quatre (04) ans.</p> <p>2. Dans l'intervalle des sessions de la Conférence, le Conseil est l'organe de prise de décisions de l'Union, dans la limite des pouvoirs qui lui sont délégués par la Conférence.</p> <p>3. Le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par an.</p>

<p>prise de décisions de l'Union, dans la limite des pouvoirs qui lui sont délégués par la Conférence.</p> <p>3. Le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par an.</p> <p>4. A la demande d'un ou de plusieurs Etats membres de l'Union, ou du Secrétaire général, et sous réserve de l'accord des deux tiers des Etats membres du Conseil d'administration, le Conseil se réunit en session extraordinaire.</p>	<p>extraordinaire du conseil qui a lieu après chaque session ordinaire de la Conférence.</p>	<p>4. Le Conseil se réunit en session extraordinaire aussitôt après chaque session ordinaire de la Conférence des plénipotentiaires, notamment pour adopter le programme d'activités et le budget du premier exercice financier de chaque cycle quadriennal.</p> <p>5. Il peut par ailleurs se réunir en session extraordinaire :</p> <p>5.1. A la demande d'un ou de plusieurs Etats membres de l'Union, ou du Secrétaire général, et sous réserve de l'accord des deux tiers des Etats membres du Conseil d'administration, le Conseil se réunit en session extraordinaire ou ;</p> <p>5.2. sur décision de la session ordinaire du Conseil.</p>
<p>Article 18 (4) : Classement des Actes de l'Union et des autres Règlements</p> <p>4. Les plénipotentiaires adoptent le Règlement d'exécution qui assure l'application de la Convention et le fonctionnement des organes de l'Union.</p>	<p>Le terme « Les plénipotentiaires » n'est pas légalement approprié car l'article 11 de la Convention dispose que : « la Conférence des plénipotentiaires, ci-après dénommée (La Conférence) ... »</p> <p>Ainsi, les termes appropriés pour désigner la Conférence de plénipotentiaire sont soit « la Conférence des plénipotentiaires », soit « La Conférence »</p> <p>Il s'avère alors nécessaire de corriger cette insuffisance.</p>	<p>Article 18 (4) : Classement des Actes de l'Union et des autres Règlements</p> <p>4. Les plénipotentiaires La Conférence adoptent la Convention et le Règlement d'exécution. Le Règlement d'exécution constitue le texte d'application de la Convention et définit le fonctionnement des organes de l'Union</p>

	<p>Par ailleurs, la Conférence n'est pas seulement compétente pour adopter le Règlement d'exécution. Elle l'est aussi pour l'adoption de la Convention.</p> <p>Il est alors proposé d'amender cette disposition pour y ajouter la Convention.</p>	
<p style="text-align: center;">CHAPITRE VII DROITS ET OBLIGATIONS DES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION</p> <p style="text-align: center;">Article 19 (1) et (3) : Obligations des membres</p> <p>Tous les membres de l'Union doivent :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. respecter les dispositions de la Convention et de son Règlement d'exécution ; 2. participer à l'ensemble des activités, des réunions et des conférences de l'Union ; 3. payer leurs contributions, conformément au Règlement d'exécution de la Convention. 	<p>Les droits et obligations des membres associés ne sont pas expressément établis dans la Convention de l'Union.</p> <p>L'alinéa 1 de l'article 19 limite l'obligation de respecter la Convention et son Règlement d'exécution. Or cette obligation doit s'étendre à tout acte juridique prévoyant des obligations à la charge des Etats membres notamment les Règlements intérieurs, le Règlement financier, les décisions et résolutions du Conseil et de la Conférence.</p> <p>Par ailleurs, l'alinéa 3 de l'article 19 prévoit l'obligation de payer les contributions obligatoires conformément au Règlement d'exécution de la Convention.</p>	<p style="text-align: center;">CHAPITRE VII DROITS ET OBLIGATIONS DES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION</p> <p style="text-align: center;">Article 19 (1) et (3) : Obligations des Etats membres</p> <p>Tous les Etats membres de l'Union doivent :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. respecter les dispositions de la Convention et de son Règlement d'exécution et toutes les dispositions juridiques subséquents 2. participer à l'ensemble des activités, des réunions et des conférences de l'Union ; 3. payer leurs contributions, conformément au Règlement d'exécution de la Convention et au Règlement financier

	Or, le Règlement financier prévoit des dispositions spécifiques en matière de paiement des contributions obligatoires notamment le délai de paiement, l'imposition des pénalités de retard, etc.	
<p>Article 20 :</p> <p>Droits des membres</p> <p>1. Tous les États membres jouissent des mêmes droits.</p> <p>2. Chaque État membre dispose d'une voix lors des réunions de l'Union.</p> <p>3. Tout État membre dont les contributions à l'Union sont en retard depuis deux années consécutives perd le droit :</p> <p>(a) de voter ;</p> <p>(b) d'occuper des fonctions au sein de l'Union ;</p> <p>(c) de bénéficier de l'assistance technique de l'Union ;</p> <p>(d) d'accueillir les réunions des organes de l'Union.</p>	<p>L'article 20 s'intitule « Droits des membres ». Cependant, en ce qui concerne les droits des membres associés, il se contente d'énumérer les droits dont ils ne peuvent se prévaloir. Par conséquent, tel qu'il est rédigé, cet article n'est pas conforme à la proposition visant à consacrer les droits et obligations des membres associés.</p> <p>En outre, il est proposé d'inclure parmi les droits des États membres le droit de représenter un autre État membre lors des réunions des organes de l'Union. Ce droit n'est prévu nulle part dans les actes de l'Union. Il n'est prévu que dans le règlement intérieur de la Conférence et du Conseil.</p> <p>Il s'avère alors nécessaire de modifier cette disposition pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • établir le principe des droits et obligations reconnus aux membres associés, puis en 	<p>Article 20 :</p> <p>Droits des États membres</p> <p>1. Tous les États membres bénéficient des mêmes droits, notamment le droit :</p> <p>a) de voter ;</p> <p>b) d'occuper tout poste au sein de l'Union ;</p> <p>c) de représenter un autre État membre moyennant une procuration délivrée par ce dernier ;</p> <p>d) de bénéficier de l'assistance technique de l'Union ;</p> <p>e) d'accueillir les réunions des organes de l'Union.</p> <p>2. Chaque État membre dispose d'une voix lors des réunions de l'Union.</p> <p>3. Tout État membre dont les contributions à l'Union sont en retard depuis deux années consécutives perd le droit :</p> <p>(a) de voter ;</p> <p>(b) d'occuper des fonctions au sein de l'Union ;</p> <p>(c) de bénéficier de l'assistance technique de l'Union ;</p> <p>(d) d'accueillir les réunions des organes de l'Union.</p>

<p>4. Les membres associés n'ont pas le droit de voter ni d'occuper des fonctions au sein de l'Union.</p>	<p>faire le renvoi au Règlement d'exécution de la Convention UPAP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> corriger les insuffisances sus relevées 	<p>3. Tout Etat membre ayant des arriérés de contributions d'au moins deux années envers l'Union perd automatique les droits visés ci-dessus.</p> <p>4. Les membres associés n'ont pas le droit de voter ni d'occuper des fonctions au sein de l'Union.</p> <p>Article 21 (Nouveau) :</p> <p>Droits et obligations des membres associés</p> <p>Les droits et obligations des membres associés sont énoncés dans le Règlement d'exécution de la Convention.</p>
<p>Article 22. : Modes alternatifs de règlement des différends</p> <p>Tout différend né de la mise en application de la Convention doit être soumis au Secrétaire général, conformément aux dispositions de l'article 33 du Règlement d'exécution.</p>	<p>Tandis que l'article 32 du Règlement d'exécution de la Convention renvoie le règlement de toute difficulté d'interprétation ou de mise en application du Règlement d'exécution au vote par les Etats membres, l'article 22 prévoit de soumettre de telles difficultés au Secrétariat général.</p> <p>Il convient alors d'aligner les dispositions de l'article 22 de la Convention à celles de l'article 32 du Règlement d'exécution pour plus de cohérence.</p>	<p>Article 22. : Interpretation et application de la Convention de l'UPAP Modes alternatifs de règlement des différends</p> <p>Tout différend né de l'interprétation ou de la mise en application de la Convention au cours des réunions est réglée par un vote à la majorité simple des membres présents ou représentés et votants. doit être soumis au Secrétaire général, conformément aux dispositions de l'article 33 du Règlement d'exécution.</p>

<p align="center">Article 27 (2) : Adhésion à la Convention</p> <p>1. Tout Etat membre non-signataire de la Convention peut y adhérer.</p> <p>2. L'instrument d'adhésion est déposé auprès du Secrétariat général de l'Union par voie diplomatique et entre en vigueur à la date de dépôt, sauf indication contraire.</p> <p>3. Le Secrétaire général notifie l'adhésion aux Etats membres en leur adressant une copie certifiée de l'instrument d'adhésion.</p>	<p>Cet article s'adresse aux États non membres de l'UPAP qui souhaitent adhérer à la Convention de l'UPAP. De ce fait, l'utilisation du terme « État membre » est incomplète et peut prêter à confusion.</p> <p>Cet article prévoit que l'instrument d'adhésion soit déposé auprès du Secrétariat général de l'Union par voie diplomatique. Cependant, il s'avère que, dans la pratique, les procédures diplomatiques peuvent se révéler longues et lourdes.</p> <p>L'obligation de transmission aux États membres n'est pas impérative. Nous estimons en conséquence que la notification aux États membres constitue une mesure suffisante, comme c'est le cas, par exemple, à l'UPU (article 12.5 de la Constitution).</p> <p>Ainsi, il est proposé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - précisez État membre de l'Union africaine conformément aux dispositions de l'article 6 « Adhésion » de la Convention UPAP. 	<p align="center">Article 27 (2) : Adhésion à la Convention</p> <p>1. Tout Etat membre de l'Union africaine non-signataire de la Convention peut y adhérer.</p> <p>2. L'instrument d'adhésion est déposé, en format physique ou électronique auprès du Secrétariat général de l'Union-par voie diplomatique et entre en vigueur à la date de dépôt, sauf indication contraire,</p> <p>3. L'adhésion entre en vigueur à la date de réception des instruments par le Secrétaire général, sauf indication contraire.</p> <p>4. –Le Secrétaire général notifie l'adhésion aux Etats membres en leur adressant une copie certifiée de l'instrument d'adhésion.</p>
---	--	---

	<ul style="list-style-type: none"> - prévoir la possibilité, pour les Etats désirant adhérer à la Convention de l'UPAP, de déposer une copie physique de leurs instruments ou de l'envoyer, par voie électronique. - Supprimer l'obligation d'envoyer aux États membres une copie certifiée conforme des instruments d'adhésion. 	
<p>Article 29 (3) : Suspension de la qualité de membre</p> <p>1. La Conférence peut décider, à la majorité des deux tiers des Etats membres présents et votants, de suspendre tout membre qui :</p> <p> 1.1 pratique une politique contraire aux objectifs et aux principes de l'Union ;</p> <p> 1.2 ne remplit pas pendant trois (03) années consécutives ses engagements financiers vis-à-vis de l'Union ;</p>	<p>A l'alinéa 3 de cette disposition, la suspension est assimilée au retrait. Or il s'agit deux (02) notions différentes en droit international. En effet, la suspension est l'acte émanant de l'organisation internationale pour sanctionner un non-respect d'une obligation tandis que le retrait est un acte volontaire d'un Etat membre.</p> <p>Ainsi, il est proposé de modifier la disposition afin de conserver uniquement la suspension comme indiqué à l'intitulé de l'article.</p>	<p>Article 29 (3) : Suspension de la qualité de membre</p> <p>1. La Conférence peut décider, à la majorité des deux tiers des Etats membres présents et votants, de suspendre tout membre qui :</p> <p> 1.1 pratique une politique contraire aux objectifs et aux principes de l'Union ;</p> <p> 1.2 ne remplit pas pendant trois (03) années consécutives ses engagements financiers vis-à-vis de l'Union ;</p> <p> 1.3 ne respecte pas les décisions de la Conférence qui s'imposent à tous les membres ;</p> <p>2. La Conférence peut, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, lever la suspension d'un membre ;</p>

<p>1.3 ne respecte pas les décisions de la Conférence qui s'imposent à tous les membres ;</p> <p>2. La Conférence peut, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, lever la suspension d'un membre ;</p> <p>3. La suspension ou le retrait de la qualité de membre ne dispense pas le membre de remplir ses obligations financières pendant la période de suspension ou de retrait ;</p> <p>4. La suspension d'un membre, pour non-paiement des contributions, prend fin dès que toutes les obligations financières envers l'Union sont remplies par ledit membre.</p>		<p>3. La suspension ou le retrait de la qualité de membre ne dispense pas le membre de remplir ses obligations financières pendant la période de suspension ou de retrait ;</p> <p>4. La suspension d'un membre, pour non-paiement des contributions, prend fin dès que toutes les obligations financières envers l'Union sont remplies par ledit membre.</p>
<p>Article 30 (1) : Amendement de la Convention</p> <p>1. Tout Etat membre peut soumettre une proposition écrite d'amendement de la Convention.</p> <p>2. Le Secrétaire général communique les propositions d'amendement aux Etats</p>	<p>Cet Article ne prévoit pas expressément la possibilité pour le Secrétariat général de soumettre des propositions d'amendement à la Convention. Or, dans la pratique, il arrive que le Secrétariat général initie des propositions d'amendement.</p>	<p>Article 30 (1) : Amendement de la Convention</p> <p>1. Tout Etat membre peut soumettre une proposition écrite d'amendement de la Convention. Les propositions écrites d'amendement à la Convention peuvent émaner des Etats membres ou du Secrétariat général</p>

<p>membres, au plus tard six (6) mois, avant leur soumission à l'examen de la Conférence</p> <p>3. Les amendements sont adoptés, à la majorité des deux tiers des Etats membres présents et votants, lors d'une session de la Conférence et entrent immédiatement en vigueur.</p>	<p>Il convient alors de donner aussi cette prérogative au Secrétariat général</p>	<p>2. Le Secrétaire général communique les propositions d'amendement aux Etats membres, au plus tard six (6) mois, avant leur soumission à l'examen de la Conférence</p> <p>3. Les amendements sont adoptés, à la majorité des deux tiers des Etats membres présents et votants, lors d'une session de la Conférence et entrent immédiatement en vigueur.</p>
<p>Article 31 : Règlement d'exécution de la Convention</p> <p>Les Plénipotentiaires adoptent un Règlement d'exécution pour assurer l'application de la présente Convention et le fonctionnement des organes de l'Union.</p>	<p>Le terme « Les plénipotentiaires » n'est pas légalement approprié car l'article 11 de la Convention dispose que : « la Conférence des plénipotentiaires, ci-après dénommée (La Conférence) ... »</p> <p>Ainsi, les termes appropriés pour désigner la Conférence de plénipotentiaire sont soit « la Conférence des plénipotentiaires », soit « La Conférence »</p> <p>Il s'avère alors nécessaire de corriger cette insuffisance.</p>	<p>Article 31 : Règlement d'exécution de la Convention</p> <p>Les Plénipotentiaires La Conférence adoptent un Règlement d'exécution pour assurer l'application de la présente Convention et le fonctionnement des organes de l'Union.</p>

<p>Article 33 : Entrée en vigueur de la Convention</p> <p>La présente Convention entre immédiatement en vigueur après son approbation par les plénipotentiaires.</p>	<p>Le terme « Les plénipotentiaires » n'est pas légalement approprié car l'article 11 de la Convention dispose que : « la Conférence des plénipotentiaires, ci-après dénommée (La Conférence) ... »</p> <p>Ainsi, les termes appropriés pour désigner la Conférence de plénipotentiaire sont soit « la Conférence des plénipotentiaires », soit « La Conférence »</p> <p>En outre, il est proposé de remplacer « approbation » par « adoption ».</p> <p>Il s'avère alors nécessaire de corriger cette insuffisance.</p>	<p>Article 33 : Entrée en vigueur de la Convention</p> <p>La présente Convention entre immédiatement en vigueur dès son adoption par les plénipotentiaires la Conférence.</p>
--	---	---

REGLEMENT D'EXECUTION DE LA CONVENTION DE L'UPAP

Article 7 :

Rééligibilité des membres du Conseil

1. Les Etats membres élus du Conseil sont rééligibles pour deux (2) mandats consécutifs.
2. Au cas où l'une des sous-régions, selon la répartition de l'Union africaine, décide de reconduire un Etat membre, la rééligibilité supplémentaire de ce dernier sera plafonnée à deux (2) mandats consécutifs.
3. La prorogation du mandat, au-delà des deux (2) mandats supplémentaires, sera tributaire de la situation politique, sociale et économique qui prévaut dans ladite région géographique au moment de la prise de décision.
4. Autant que possible, aucun Etat membre ne doit être élu successivement par trois (3) sessions ordinaires de la Conférence.

Les actes de l'Union ne prévoient pas de procédure d'appel à candidatures pour le Conseil d'administration, contrairement à l'article 15 du Règlement d'exécution de la Convention, qui prévoit une procédure d'appel à candidatures pour les postes de SG et de SGA.

Il est ainsi proposé de prévoir une procédure d'appel à candidatures pour le Conseil d'administration.

Article 7 :

Rééligibilité des membres du Conseil

1. Six (6) mois avant chaque session ordinaire de la Conférence, le Secrétariat général adresse à tous les États membres un appel à candidatures pour les sièges du Conseil d'administration de l'Union, les invitant à présenter leur candidature dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de publication des postes vacants.

2. Toutes les candidatures reçues par le Secrétariat général pour les sièges du Conseil d'administration sont communiquées à tous les États membres pour information, deux (2) mois avant la tenue de la Conférence.

4. Les États membres élus au Conseil sont rééligibles pour deux (2) mandats consécutifs.

5. Au cas où l'une des régions géographiques de l'Union africaine choisirait de renommer un Etat membre, cet Etat est rééligible au Conseil pour un autre mandat ne dépassant pas deux (2) mandats consécutifs supplémentaires.

		<p>6. La prorogation du mandat au-delà des deux (2) mandats supplémentaires est décidée au regard de la situation politique, sociale et économique qui prévaut à ce moment-là dans la région géographique concernée de l'Union africaine.</p> <p>7. Dans la mesure du possible, aucun État membre ne peut être élu par trois (3) sessions ordinaires successives de la Conférence.</p>
<p>Article 8 (Nouveau)</p> <p>Procédure pour les élections des Etats membres au Conseil d'administration</p>	<p>Il a été constaté que les Actes de l'UPAP ne prévoient aucune procédure d'élection des Etats membres au Conseil d'administration.</p> <p>Il sied alors de proposer une procédure à cet effet. Cette proposition s'inspire également des pratiques à l'UPU.</p>	<p>Article 8 (Nouveau)</p> <p>Procédure pour les élections des Etats membres au Conseil d'administration</p> <p>1. Lorsque le nombre de candidats dans une sous-région correspond au nombre de siège attribué à ladite sous-région, le vote n'est pas nécessaire et le président de la Conférence invite la conférence à approuver par acclamation l'élection desdits Etats membres au Conseil d'administration.</p>

		<p>2. Lorsque le nombre d'Etats membres candidats dans une sous-région est inférieur au nombre de sièges attribué à cette région, le président de la Conférence doit inviter la Conférence à approuver par acclamation l'élection desdits Etats membres au Conseil d'administration.</p> <p>3. En outre, la Conférence des plénipotentiaires pourrait instruire le Secrétariat général à poursuivre, après la session, les concertations avec la sous-région concernée en vue de pourvoir ultérieurement à tous les sièges vacants de la sous-région par adoption formelle par le Conseil et recommandation au Bureau de la Conférence pour approbation et confirmation.</p> <p>4. Lorsque le nombre de candidats dans une sous-région est supérieur au nombre de sièges attribué à cette sous-région, il est procédé à un vote au scrutin secret par appel nominal dans l'ordre alphabétique des Etats membres présents or représentés et votants</p> <p>5. En cas de vote au scrutin secret :</p> <p>a) Le président de la Conférence désigne trois scrutateurs et prend les mesures nécessaires pour assurer la régularité et le secret du vote.</p>
--	--	---

		<p>b) Chaque délégation reçoit un bulletin de vote portant les noms des Etats membres candidats en lice, par ordre alphabétique.</p> <p>c) Chaque délégation indique sur son bulletin de vote les Etats membres candidats de son choix par région en traçant un "X" au regard du nom du candidat.</p> <p>d) Les abstentions, les bulletins blancs ou les bulletins nuls ne sont pas pris en considération dans le décompte des voix. Toutefois ils sont pris en compte, le cas échéant pour s'assurer de la régularité et l'intégrité du scrutin.</p> <p>6. Sont déclarés élus membres du Conseil d'administration, les Etats membres candidats ayant obtenu le plus de voix et par ordre de classement dans la limite du nombre de sièges attribué par sous-région.</p> <p>7. En cas d'égalité de voix entre deux (02) ou plusieurs Etats membres candidats, il doit être procédé à un autre tour de scrutin pour départager les Etats membres concernés.</p>
--	--	--

		<p>Ce scrutin supplémentaire ne concerne que les Etats membres ayant obtenu le même nombre de voix. Est élu au Conseil d'administration, l'Etat membre qui a obtenu le plus de voix et par ordre de classement dans la limite du nombre restant de sièges dans la sous-région concernée.</p> <p>8. Si après le troisième tour de scrutin, l'égalité de voix persiste, le Président de la Conférence procède à un tirage de sort pour choisir le (les) Etats membres pour siéger au Conseil d'administration.</p> <p>9. Aucune délégation ne peut interrompre un vote en cours, sauf pour introduire une motion d'ordre relative aux modalités du déroulement du vote.</p>
<p>Article 13 (1) et (7). Procédure pour les élections du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint</p> <p>1. Le vote relatif aux élections du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint se fait au scrutin secret, par appel nominal dans l'ordre alphabétique des Etats membres présents et votants.</p>	<p>Par la décision n° 14/UPAP/CP/X/2021, la Conférence des plénipotentiaires, réunie en 10e session ordinaire, a introduit le vote par procuration dans son règlement intérieur. Cette disposition devrait donc être modifiée afin de tenir compte des États membres représentés dans le décompte des voix.</p>	<p>Article 13 (1) et (7). Procédure pour les élections du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint</p> <p>1. Le vote relatif aux élections du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint se fait au scrutin secret, par appel nominal dans l'ordre alphabétique des Etats membres présents ou représentés et votants.</p>

7. Est déclaré élu le candidat ayant obtenu la majorité des deux tiers des voix des Etats membres présents et votants.		7. Est déclaré élu le candidat ayant obtenu la majorité des deux tiers des voix des Etats membres présents ou représentés et votants.
<p align="center">Article 15 (5) :</p> <p>Vacances des Postes électifs au Secrétariat général</p> <p>Les critères suivants doivent, dans toute la mesure du possible, être considérés lors des élections du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint de l'Union :</p> <p>5.1. qualifications ;</p> <p>5.2. éligibilité ;</p> <p>5.3. Considérations linguistiques ;</p> <p>5.4. Répartition géographique équitable entre les régions de l'Afrique.</p>	<p>Contrairement à la version anglaise de cette disposition, la version française de cette disposition prévoit une atténuation « dans toute la mesure du possible ». Or, cet article vise à fixer les critères d'élection qui en principe doivent revêtir une force obligatoire. Ainsi, l'atténuation prévue n'est pas opportune. Il convient alors d'aligner la version française de la disposition à la rédaction en anglais de ladite disposition pour éviter toute confusion.</p>	<p align="center">Article 15 (5) :</p> <p>Vacances des Postes électifs au Secrétariat général</p> <p>Les critères suivants doivent, dans toute la mesure du possible, être considérés lors des élections du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint de l'Union :</p> <p>5.1. qualifications ;</p> <p>5.2. éligibilité ;</p> <p>5.3. Considérations linguistiques ;</p> <p>5.4. Répartition géographique équitable entre les régions de l'Afrique ;</p>
<p align="center">Article 17. – Attributions</p> <p>Les Commissions administratives et techniques sont chargées d'examiner, de donner des avis et des recommandations sur toutes questions qui leur sont soumises par les organes de l'Union.</p>	<p>Cette disposition définit la mission principale des commissions, mais ne fait aucune mention de la possibilité pour celles-ci de créer des groupes de travail ou des équipes spécialisées chargés d'étudier des questions jugées techniques ou spécifiques. Il est dès lors proposé de la modifier afin de permettre aux commissions de se doter des ressources</p>	<p align="center">Article 17. – Attributions</p> <p>1. Les Commissions administratives et techniques sont chargées d'examiner, de donner des avis et des recommandations sur toutes questions qui leur sont soumises par les organes de l'Union.</p>

	nécessaires à l'accomplissement de leur mission.	2. (Nouveau) Les Commissions administratives et techniques peuvent créer des groupes de travail et/ou des équipes d'experts pour examiner toute question qui leur est confiée, de donner des avis et de formuler des recommandations à l'intention des commissions.
<p align="center">Article 22(2) : Paiement des contributions</p> <p>1. Les Etats membres et les membres associés paient à l'avance leurs contributions annuelles calculées sur la base du budget approuvé par le Conseil.</p> <p>2. Tout Etat membre, en retard de deux (02) années consécutives dans ses paiements à l'Union, perd son droit de vote ; si le retard persiste au-delà d'une année supplémentaire, il est suspendu, conformément aux dispositions de la Convention.</p> <p>3. Tout membre associé en retard de trois (03) années consécutives dans ses paiements à l'Union est suspendu.</p>	<p>En rappel, Il avait été proposé d'amender l'article 20 (3), a) de la convention ainsi qu'il suit : « Tout Etat membre ayant des arriérés de contributions d'au moins deux années envers l'Union perd automatique le droit de vote, ... ».</p> <p>Cette proposition d'amendement a été examiné et recommandé à la Conférence par le Conseil d'administration réuni en sa 43^{ème} session ordinaire tenue du 24 au 25 juin 2025.</p> <p>Il est alors proposé d'amender les dispositions de l'article 22 (2) du Règlement d'exécution afin de les aligner aux nouvelles dispositions de l'article 20 (3), a) de la Convention.</p>	<p align="center">Article 22 (2) : Paiement des contributions</p> <p>1. Les Etats membres et les membres associés paient à l'avance leurs contributions annuelles calculées sur la base du budget approuvé par le Conseil.</p> <p>2. Tout Etat membre, en retard de d'au moins deux (02) années consécutives dans ses paiements à l'Union, perd automatiquement son droit de vote sauf si l'Etat membre s'acquitte partiellement d'au moins 50% de ses arriérés de contribution obligatoire suivant les conditions prévues par le Règlement financier de l'UPAP. si le retard persiste au-delà d'une année supplémentaire, il est suspendu, conformément aux dispositions de la Convention.</p> <p>3. Tout membre associé en retard de trois (03) années consécutives dans ses paiements à l'Union est suspendu.</p>

	<p>Par ailleurs, le seuil prévu pour la suspension d'un Etat membre pour non-paiement des contributions obligatoires semble contredire les dispositions de l'article 29,1.2 de la convention. En effet, tandis que l'article 29, 1.2 prévoit : « ... remplit pas pendant trois années consécutives ses engagements financiers vis-à-vis de l'Union. », l'article 22 (2), tout en prescrivant la perte du droit de vote à partir de deux années arriérées de contributions obligatoires, dispose que : « ...Si le retard persiste au-delà d'une année supplémentaire, il est suspendu. » Ainsi, l'utilisation du terme « au-delà » porte à croire que, selon les dispositions de l'article 22 (2) du Règlement d'exécution, la suspension n'intervient qu'à partir de la quatrième année de retard. Toute chose qui est contraire aux dispositions de l'article 29,1.2 de la Convention.</p> <p>Il est, par conséquent proposé de corriger cette incohérence. Pour ce faire, il est</p>	
--	--	--

	<p>proposé de supprimer le passage y relatif aux motifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'article 29 de la Convention est suffisamment élaboré et explicite sur les conditions et la procédure de suspension d'un Etat membre. <p>Aussi, cet article 22 (2) fait référence à cette disposition de l'article 29 de la Convention.</p>	
<p>Article 25 (1) : Budget de l'Union</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Chaque Conférence fixe les plafonds des budgets annuels de l'Union pour la période quadriennale. 2. Le Secrétaire général peut, dans les limites des plafonds fixés pour la période quadriennale, réajuster les projets de budgets annuels de l'Union à soumettre à l'approbation du Conseil. 	<p>Il est proposé d'amender l'alinéa 1 pour plus de consistance</p>	<p>Article 25 (1) : Budget de l'Union</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. A chacune de ses sessions ordinaire , Chaque session de la Conférence fixe les plafonds des budgets annuels de l'Union pour la période quadriennale. 2. Le Secrétaire général peut, dans les limites des plafonds fixés pour la période quadriennale, réajuster les projets de budgets annuels de l'Union à soumettre à l'approbation du Conseil.

<p>DROIT DE REPRESENTATION DES ETATS MEMBRES (Nouveau)</p>	<p>Afin de définir les modalités relatives au droit de représentation prévu à l'article 20 de la Convention UPAPU, il convient d'insérer un nouvel article intitulé « Droit de représentation » après l'article 27 « Pouvoirs des délégations » du Règlement d'exécution de la Convention.</p>	<p>Article 28 (Nouveau) : Droit de représentation</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Tout État membre peut se faire représenter à une session de la Conférence ou du Conseil par un autre État membre bénéficiant de ses droits de vote, moyennant l'établissement d'une procuration établie sur les formulaires prescrits par l'article 27 du Règlement d'exécution de la Convention. 2. Aucune délégation participant physiquement aux sessions de la Conférence ou du Conseil ne peut représenter plus d'un autre État membre. 3. La procuration donnée n'est valable que pour la vérification du quorum et l'exercice du droit de vote
<p>Article 31 : Lieu des réunions de l'Union</p> <p>Les sessions de la Conférence des plénipotentiaires et du Conseil d'administration se tiennent au siège de l'Union, à moins qu'un Etat membre n'invite la Conférence ou le Conseil à se réunir sur son territoire.</p> <p>Dans ce cas, l'Etat membre organisateur supporte la totalité des charges, notamment :</p>	<p>Cette disposition ne prévoit pas de critères ou de conditions pour abriter les réunions du Conseil ou de la Conférence.</p> <p>Par ailleurs, il n'est prévu de modalités de choix du pays hôte en cas de pluralité</p> <p>Il est alors proposé de les prévoir</p>	<p>Article 31 : Lieu des réunions de l'Union</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les sessions de la Conférence des plénipotentiaires et du Conseil d'administration se tiennent au siège de l'Union, à moins qu'un Etat membre n'invite la Conférence ou le Conseil à se réunir sur son territoire. Dans ce cas, l'Etat membre organisateur supporte la totalité des charges, notamment :

<p>a) les honoraires des interprètes et les frais du matériel d'interprétation ;</p> <p>b) la prise en charge en pension complète (hébergement, restauration et services) du personnel du Secrétariat général ;</p> <p>c) toute autre charge, éventuellement prévue par la Conférence des plénipotentiaires et le Conseil d'administration.</p>		<p>a) les honoraires des interprètes et les frais du matériel d'interprétation ;</p> <p>b) la prise en charge en pension complète (hébergement, restauration et services) du personnel du Secrétariat général ;</p> <p>c) toute autre charge, éventuellement prévue par la Conférence des plénipotentiaires et le Conseil d'administration.</p> <p>2. (Nouveau) Toutefois, tout Etat membre ne peut abriter les réunions du Conseil ou de la Conférence lorsqu'il est frappé d'une sanction en vertu des Actes de l'Union.</p> <p>3.(Nouveau) En cas de pluralité d'offres à abriter la réunion du Conseil ou de la Conférence au cours d'une réunion de l'une de ces instances, le choix du pays hôte se fait à la majorité simple des Etats membres présents ou représentés et participant au vote.</p> <p>4.(Nouveau) En cas d'appel à manifestation d'intérêt lancé par le secrétariat général, suivi de plusieurs offres par des États membres pour accueillir une réunion du Conseil ou de la Conférence, le choix du pays hôte est fait, dans la mesure du possible, selon le principe du « premier arrivé, premier servi » tout en respectant l'équilibre régional et linguistique.</p>
---	--	--

**Article 36 (1) et (2) :
Amendements**

1. Tout Etat membre peut soumettre une proposition écrite d'amendement du Règlement d'exécution au Secrétariat général qui la communique à tous les Etats membres dans les six (6) mois avant la tenue de la Conférence.
2. Les amendements sont adoptés, à la majorité des deux tiers des Etats membres présents et votants, lors d'une session de la Conférence et s'appliquent avec effet immédiat.
3. L'annexe I (Régions de l'Union africaine) fait partie intégrante des Actes révisés.

Cet Article ne prévoit pas expressément la possibilité pour le Secrétariat général de soumettre des propositions d'amendement à la Convention. Or, dans la pratique, il arrive que le Secrétariat général initie des propositions d'amendement.

Par ailleurs, il est pas prévu, à l'instar des propositions de modification de la Convention, que le Secrétariat général communique aux Etats membres les propositions d'amendement du Règlement d'exécution.

En outre, compte tenu de l'introduction des réunions et vote en ligne, il est indiqué de préciser « des Etats membres présents ou **représentés** et votants »

Enfin, la disposition actuelle ne prévoit pas la possibilité pour la conférence de fixer une date d'entrée en vigueur. Or, dans la pratique, il peut arriver que, selon la nature et les objectifs poursuivis, la conférence veuille

**Article 36 (1) et (2) :
Amendements**

1. ~~Tout Etat membre peut soumettre une proposition écrite d'amendement du Règlement d'exécution au Secrétariat général qui la communique à tous les Etats membres dans les six (6) mois avant la tenue de la Conférence. Les propositions écrites d'amendement au Règlement d'exécution peuvent émaner des Etats membres ou du Secrétariat général~~
2. **(Nouveau) Le Secrétaire général communique les propositions d'amendement aux Etats membres, au plus tard six (6) mois, avant la date d'ouverture de la session de la Conférence leur soumission à l'examen de la Conférence.**

3. Les amendements sont adoptés, à la majorité des deux tiers des Etats membres présents **ou représentés** et votants, lors d'une session de la Conférence et s'appliquent avec effet immédiat **sauf indication contraire.**

4. L'annexe I (Régions de l'Union africaine) fait partie intégrante des Actes révisés.

	<p>reporter l'entrée en vigueur d'une nouvelle disposition.</p> <p>Il convient alors de donner aussi cette prérogative au Secrétariat général et de corriger les insuffisances ci-dessus relevées</p>	
--	---	--

REGLEMENT INTERIEUR DE LA CONFERENCE DES PLENIPOTENTIAIRES

<p>Article 3 : Sessions</p>	<p>L'intitulé de cet article est le même que celui de l'article 1^{er}. Il convient alors de le corriger conformément au contenu de l'article 3. A cet effet, il est proposé « Séances »</p>	<p>Article 3 : Sessions Séances</p>
<p>Article 3 (1), b) : Sessions</p> <p>1) Séance d'ouverture</p> <p>a) La séance d'ouverture d'une session de la Conférence est précédée par la lecture du rapport du Comité de vérification des pouvoirs sur le statut financier et les instruments d'accréditation des Etats membres, et d'une réunion des chefs de délégation et du Secrétaire général de l'Union pour une concertation sur l'ordre du jour et l'élection du bureau ;</p> <p>b) La première séance de chaque session est ouverte par le président sortant. En l'absence de ce dernier, la réunion sera ouverte par un des vice-présidents sortants par ordre de préséance ou, en l'absence de ceux-ci, par le représentant des Etats membres ayant les plus longs états de service.</p>	<p>Les dispositions de l'alinéa b) de cet article sont contraires aux dispositions de l'article 6 du Règlement intérieur de la Conférence qui prévoit que : « En cas d'absence du président et des vice-présidents, la réunion élit un président par intérim. »</p> <p>Il convient alors de corriger cette incohérence en alignant les dispositions de l'alinéa b) aux dispositions de l'article 6.</p>	<p>Article 3 (1), b) : Sessions Séances</p> <p>1) Séance d'ouverture</p> <p>a) La séance d'ouverture d'une session de la Conférence est précédée par la lecture du rapport du Comité de vérification des pouvoirs sur le statut financier et les instruments d'accréditation des Etats membres, et d'une réunion des chefs de délégation et du Secrétaire général de l'Union pour une concertation sur l'ordre du jour et l'élection du bureau ;</p> <p>b) La première séance de chaque session est ouverte par le président sortant. En l'absence de ce dernier, la réunion sera ouverte par un des vice-présidents sortants par ordre de préséance ou, en l'absence de ceux-ci, par le représentant des Etats membres ayant les plus longs états de service. la réunion élit un président par intérim.</p>

<p align="center">Article 4 : Election du Bureau et durée de mandat</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Au cours de la séance d'ouverture, sur proposition d'un Etat membre appuyé par deux autres, la Conférence élit son bureau qui comprend un président, deux vice-présidents et deux rapporteurs. 2. Les membres du bureau entrent aussitôt en fonction et leur mandat prend fin après l'élection d'un nouveau bureau. 3. Le président et les vice-présidents sont rééligibles une fois ; 4. Les membres du bureau sont élus aux différents postes exclusivement en leur qualité de représentants de leurs Etats et non en tant qu'individus. 	<p>Dans la pratique, la présidence du bureau de la Conférence des plénipotentiaires a toujours été assurée par le pays hôte de la Conférence. A titre de rappel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'Egypte a assuré la présidence de la Conférence réunie en sa 7^{ème} session ordinaire au Caire en Egypte ; - L'Ethiopie a assuré la présidence de la Conférence réunie en sa 8^{ème} session ordinaire à Addis Abeba, en Ethiopie ; - Le Cameroun a assuré la présidence de la Conférence réunie en sa 9^{ème} session ordinaire à Yaoundé, au Cameroun ; - Le Zimbabwe a assuré la présidence de la Conférence réunie en sa 10^{ème} session ordinaire à Victoria Falls, au Zimbabwe. <p>Cette pratique a été formalisée par la Résolution n°03/UPAP/CP/IX/2016 à travers laquelle la conférence des plénipotentiaires, réunie en sa 9^{ème} session ordinaire a décidé que : « le pays hôte de la session ordinaire</p>	<p align="center">Article 4 : Election du Bureau et durée de mandat</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La présidence de la Conférence des plénipotentiaires est assurée par le pays hôte. Toutefois, à l'ouverture des élections aux postes de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint, le président de la Conférence doit se récuser pour présider le scrutin pour le poste pour lequel l'Etat membre duquel il est ressortissant a présenté une candidature. Dans ce cas, la présidence au cours de l'élection du Secrétaire général ou du Secrétaire général adjoint, selon le cas, est assurée par l'un des Vice-présidents par ordre de préséance 2. Au cours de la séance d'ouverture, sur proposition d'un Etat membre appuyé par deux autres, la Conférence élit son bureau qui comprend un président, deux vice-présidents et deux rapporteurs.
--	---	---

	<p><i>de la Conférence des plénipotentiaires présidera l'Union pendant un cycle de quatre ans. »</i></p> <p>Il est alors proposé de transposer cette disposition de la résolution dans le Règlement intérieur de la Conférence des plénipotentiaires afin de corriger l'incohérence contenue dans le Règlement intérieur qui prévoit que le bureau dont le Président doit être élu.</p> <p>Par ailleurs, il n'est pas rare que le pays hôte ait présenté un candidat au poste de Secrétaire général ou de Secrétaire général adjoint. Ainsi, en vue de prévenir les conflits d'intérêt de promouvoir la bonne gouvernance, il est proposé de prévoir le devoir de se récuser à la charge du président de la conférence lorsque l'Etat membre duquel il est ressortissant a présenté une candidature à l'un desdits postes.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 3. Les Vice-présidents et rapporteurs sont élus de manière tournante suivant, autant que possible, dans le respect du principe d'équilibre régional et linguistique. 4. Les membres du bureau entrent aussitôt en fonction et leur mandat prend fin après l'élection d'un nouveau bureau. 5. Les vice-présidents sont rééligibles une fois ; 6. Les membres du bureau sont élus aux différents postes exclusivement en leur qualité de représentants de leurs Etats et non en tant qu'individus.
--	--	--

<p style="text-align: center;">Article 4 : Election du Bureau et durée de mandat</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Au cours de la séance d'ouverture, sur proposition d'un Etat membre appuyé par deux autres, la Conférence élit son bureau qui comprend un président, deux vice-présidents et deux rapporteurs. 2. La présidence des travaux de la Conférence des plénipotentiaires est assurée par le pays hôte. Toutefois, à l'ouverture des élections aux postes de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint, le président de la Conférence doit se récuser lorsque l'Etat membre duquel il est ressortissant a présenté une candidature à l'un desdits postes. Dans ce cas, la présidence au cours de l'élection du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint est assurée par les Vice-présidents par ordre de préséance. 3. Les Vice-présidents et rapporteurs sont élus de manière tournante suivant l'équilibre régional et linguistique. 	<p>Cette disposition prévoit la rééligibilité du Président et des vice-présidents. Or, conformément à la proposition d'amendement précédente, la présidence revient de plein droit au pays hôte. Il n'y a donc pas lieu de prévoir une rééligibilité.</p> <p>Quant aux vice-présidents et rapporteurs, il est prévu une élection de manière tournante suivant l'équilibre régional et linguistique.</p> <p>Ainsi, il n'est pas opportun de conserver également la rééligibilité des Vice-présidents du bureau de la Conférence</p>	<p style="text-align: center;">Article 4 : Election du Bureau et durée de mandat</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Au cours de la séance d'ouverture, sur proposition d'un Etat membre appuyé par deux autres, la Conférence confirme le Président du Bureau et procède à l'élection de son bureau qui comprend un président deux vice-présidents et deux rapporteurs. 2. La présidence de la Conférence des plénipotentiaires est assurée par le pays hôte. Toutefois, à l'ouverture des élections aux postes de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint, le président de la Conférence doit se récuser pour présider le scrutin pour le poste pour lequel l'Etat membre duquel il est ressortissant a présenté une candidature. Dans ce cas, la présidence au cours de l'élection du Secrétaire général ou du Secrétaire général adjoint, selon le cas, est assurée par l'un des Vice-présidents par ordre de préséance. 3. Les Vice-présidents et rapporteurs sont élus de manière tournante suivant, autant que possible, dans le respect du principe d'équilibre régional et linguistique.
---	--	---

<p>4. Les membres du bureau entrent aussitôt en fonction et leur mandat prend fin après l'élection d'un nouveau bureau.</p> <p>5. Le président et les vice-présidents sont rééligibles une fois ;</p> <p>6. Les membres du bureau sont élus aux différents postes exclusivement en leur qualité de représentants de leurs Etats et non en tant qu'individus.</p>		<p>4. Les membres du bureau entrent aussitôt en fonction et leur mandat prend fin après l'élection d'un nouveau bureau.</p> <p>5. Le président et les vice-présidents sont rééligibles une fois ;</p> <p>6. Les membres du bureau sont élus aux différents postes exclusivement en leur qualité de représentants de leurs Etats et non en tant qu'individus.</p>
<p>Article 17 : Droit de vote</p> <p>3. Un Etat membre peut, en cas de besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre Etat membre. Toutefois, chaque délégation ne peut représenter qu'un seul autre Etat membre en plus du sien.</p>	<p>Compte tenu des conditions et procédures d'exercice du droit de représentation des États membres énoncées à l'article 28 ci-dessus, cette disposition du règlement intérieur de la Conférence devrait être harmonisée.</p>	<p>Article 17 : Droit de vote</p> <p>3. Un Etat membre peut, en cas de besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre Etat membre bénéficiant de son propre droit de vote. Toutefois, chaque délégation ne peut représenter qu'un seul autre Etat membre en plus du sien.</p>
<p>ARTICLE 17 : Droit de vote</p> <p>5. Les Etats membres ayant deux années consécutives de retard dans le paiement de leurs contributions ne sont pas autorisés à voter.</p>	<p>En rappel, Il avait été proposé d'amender l'article 20 (3), a) de la convention ainsi qu'il suit : « Tout Etat membre ayant des arriérés de contributions d'au moins deux années envers l'Union perd automatique le droit de vote, ... ».</p>	<p>ARTICLE 17 : Droit de vote</p> <p>5. Les Etats membres ayant au moins deux années consécutives de retard dans le paiement de leurs contributions ne sont pas autorisés à voter.</p>

	<p>Cette proposition d'amendement a été examiné et recommandé à la Conférence par le Conseil d'administration réuni en sa 43^{ème} session ordinaire tenue du 24 au 25 juin 2025.</p> <p>Il est alors proposé d'amender les dispositions de l'article 17 (5) du Règlement intérieur de la Conférence afin de les aligner aux nouvelles dispositions de l'article 20 (3), a) de la Convention. Pour ce faire, il est proposé d'ajouter le terme « au moins » et de supprimer « Consécutives »</p>	
<p>Article 18 :</p> <p>Mode de scrutin</p> <p>8. Sauf disposition contraire, toutes les décisions sont prises à la majorité simple des États membres présents et votants.</p>	<p>Par Décision n° 14/UPAP/CP/X/2021, la Conférence des plénipotentiaires, réunie en sa dixième session ordinaire, a introduit le vote par procuration dans son Règlement intérieur.</p> <p>Cette disposition devrait donc être modifiée afin de prendre en compte les États membres représentés dans le décompte des voix.</p>	<p>Article 18 :</p> <p>Mode de scrutin</p> <p>8. Sauf disposition contraire, toutes les décisions sont prises à la majorité simple des États membres présents ou représentés et éligibles à voter votants</p>

<p style="text-align: center;">Article 19 : Résolutions et Décisions</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les projets de résolutions, les motions ou amendements sont remis par écrit au Secrétaire général, qui en communique le texte aux membres. Toutefois, la Conférence peut à la majorité simple des Etats membres présents et votants, autoriser l'examen d'une proposition dont le texte n'a pas été distribué à l'avance. Les projets de résolutions et les motions sont examinés dans l'ordre de leur soumission. 2. Une motion ou un projet de résolution peut être retiré par son auteur avant qu'il n'ait été soumis au vote. Tout membre est habilité à présenter à nouveau une motion ou un projet ayant été retiré. 3. Les conclusions de la séance plénière peuvent faire l'objet de résolutions et de décisions. 	<p>La Conférence des plénipotentiaires est habilitée à prendre des décisions, résolutions ou des recommandations.</p> <p>Ainsi, il manque à l'intitulé de l'article le terme « Recommandations ».</p> <p>Par ailleurs, dans le contenu de l'article même il manque tantôt le terme « décision » ou « recommandation » tantôt tous les deux (02).</p> <p>Il convient de corriger ces insuffisances pour prendre en compte tous les types d'actes susceptibles d'être pris par la Conférence des plénipotentiaires.</p>	<p style="text-align: center;">Article 19 : Résolutions et, Décisions et Recommandations</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les projets de résolution, décision et de recommandation ainsi que les motions ou amendements sont remis par écrit au Secrétaire général, qui en communique le texte aux membres. Toutefois, la Conférence peut à la majorité simple des Etats membres présents et votants, autoriser l'examen d'une proposition dont le texte n'a pas été distribué à l'avance. Les projets de résolution, décision et de recommandation ainsi que les motions sont examinées dans l'ordre de leur soumission. 2. Une motion ou un projet de résolution, décision ou de recommandation peut être retiré par son auteur avant qu'il n'ait été soumis au vote. Tout membre est habilité à présenter à nouveau une motion ou un projet ayant été retiré. 3. Les conclusions de la séance plénière peuvent faire l'objet de résolutions, recommandations et de décisions.
---	---	--

<p>4. Les conclusions des commissions peuvent faire l'objet de projets de résolutions et de décisions à soumettre à la plénière pour adoption.</p> <p>5. Toutes les résolutions sont adoptées à la majorité simple des Etats membres présents et votants.</p>		<p>4. Les conclusions des commissions peuvent faire l'objet de projets de résolution, recommandation et de décision à soumettre à la plénière pour adoption.</p> <p>5. Toutes les résolutions, décisions et les recommandations sont adoptées à la majorité simple des Etats membres présents ou représentés et votants.</p>
<p align="center">Article 20 :</p> <p align="center">Procès-verbaux et comptes rendus</p> <p>1. Les procès-verbaux et les comptes rendus des séances plénières sont rédigés par les rapporteurs, en collaboration avec le Secrétariat de la Conférence.</p>	<p>Les dispositions de cet article sont contraires à celles de l'article 6 (bis) qui prévoit que : « Le rapport des travaux de la Conférence des plénipotentiaires est élaboré sous la responsabilité des rapporteurs. »</p> <p>Etant donné le Secrétariat des réunions est assuré par le Secrétariat général de l'UPAP, il est indiqué de modifier cette disposition en l'alignant aux dispositions de l'article 6 (bis).</p>	<p align="center">Article 20 :</p> <p align="center">Procès-verbaux et comptes rendus</p> <p>1. Les procès-verbaux et les comptes rendus des séances plénières sont rédigés par le Secrétariat de la Conférence sous la supervision des les rapporteurs, en collaboration avec le Secrétariat de la Conférence.</p>

REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

<p>Article 3 : Sessions</p>	<p>L'intitulé de cet article est le même que celui de l'article 1er. Il convient alors de le corriger conformément au contenu de l'article 3. A cet effet, il est proposé « Séances »</p>	<p>Article 3 : Sessions Séances</p>
<p>Article 3 : Sessions</p> <p>1. Séance d'ouverture</p> <p>a) La séance d'ouverture d'une session du Conseil est précédée d'une réunion des Chefs de délégation et du Secrétaire général de l'Union pour une concertation sur l'ordre du jour et l'élection du bureau ;</p> <p>b) La première séance de chaque session est ouverte par le président sortant. En l'absence de ce dernier, la réunion sera ouverte par un des vice-présidents sortants ou, en l'absence de ceux-ci, par le représentant des Etats membres ayant les plus longs états de service.</p>	<p>Les dispositions de l'alinéa b) de cet article sont contraires aux dispositions de l'article 6 du Règlement intérieur du Conseil qui prévoit que : « En cas d'absence du président et des vice-présidents, la réunion élit un président par intérim. »</p> <p>Il convient alors de corriger cette incohérence en alignant la disposition de l'alinéa b) aux dispositions de l'article 6.</p>	<p>ARTICLE 3 : Sessions-Séances</p> <p>1. Séance d'ouverture</p> <p>a) La séance d'ouverture d'une session du Conseil est précédée d'une réunion des Chefs de délégation et du Secrétaire général de l'Union pour une concertation sur l'ordre du jour et l'élection du bureau ;</p> <p>b) La première séance de chaque session est ouverte par le président sortant. En l'absence de ce dernier, la réunion sera ouverte par un des vice-présidents sortants ou, en l'absence de ceux-ci, par le représentant des Etats membres ayant les plus longs états de service la réunion élit un président par intérim pour cette partie de la session.</p>

<p style="text-align: center;">Article 4 :</p> <p style="text-align: center;">Election du Bureau et durée de mandat</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Au cours de la séance d'ouverture, sur proposition d'un Etat membre appuyé par deux autres, le conseil élit son bureau qui comprend un président, deux vice-présidents et deux rapporteurs. 2. La durée du mandat du bureau est d'un (1) an. Toutefois, par dérogation à la durée du mandat prévue, le bureau élu lors de l'avant dernière session ordinaire du Conseil d'administration de chaque cycle quadriennal reste en fonction jusqu'à la tenue de la session extraordinaire du Conseil d'administration suivant la session ordinaire de la Conférence des plénipotentiaires. 3. Les membres élus entrent immédiatement en fonction après les élections. 4. Le président et les vice-présidents sont rééligibles une fois. 5. Les membres du bureau sont élus aux différents postes exclusivement en leur 	<p>Cette disposition prévoit la rééligibilité du Président et des vice-présidents. Or, dans la pratique le bureau du Conseil d'administration est élu de manière tournante suivant, autant que possible, l'équilibre régional et linguistique.</p> <p>Il convient de formaliser cette pratique et de supprimer la rééligibilité du Président et du Vice-Président qui, du reste, n'est pas récurrente</p>	<p style="text-align: center;">Article 4 :</p> <p style="text-align: center;">Election du Bureau et durée de mandat</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Au cours de la séance d'ouverture, sur proposition d'un Etat membre appuyé par deux autres, le conseil élit son bureau qui comprend un président, deux vice-présidents et deux rapporteurs. 2. Le Président, les Vice-présidents et rapporteurs sont élus de manière tournante suivant, autant que possible, le principe d'équilibre régional et linguistique. 3. La durée du mandat du bureau est d'un (1) an. Toutefois, par dérogation à la durée du mandat prévue, le bureau élu lors de l'avant dernière session ordinaire du Conseil d'administration de chaque cycle quadriennal reste en fonction jusqu'à la tenue de la session extraordinaire du Conseil d'administration suivant la session ordinaire de la Conférence des plénipotentiaires.
--	---	--

<p>qualité de représentants de leurs Etats et non en tant qu'individus.</p>		<p>4. Les membres élus entrent immédiatement en fonction après les élections.</p> <p>5. Le président et les vice-présidents sont rééligibles une fois.</p> <p>6. Les membres du bureau sont élus aux différents postes exclusivement en leur qualité de représentants de leurs Etats et non en tant qu'individus.</p>
<p>Article 17 : Droit de vote</p> <p>5. Les Etats membres ayant deux années consécutives de retard dans le paiement de leurs contributions n'ont pas droit au vote.</p>	<p>En rappel, Il avait été proposé d'amender l'article 20 (3), a) de la convention ainsi qu'il suit : « <i>Tout Etat membre ayant des arriérés de contributions d'au moins deux années envers l'Union perd automatique le droit de vote, ...</i> ».</p> <p>Cette proposition d'amendement a été examiné et recommandé à la Conférence par le Conseil d'administration réuni en sa 43^{ème} session ordinaire tenue du 24 au 25 juin 2025.</p> <p>Il est alors proposé d'amender les dispositions de l'article 17 (5) du Règlement intérieur du Conseil afin de les aligner aux nouvelles dispositions de l'article 20 (3), a) de la Convention.</p>	<p>Article 17 : Droit de vote</p> <p>5. Les Etats membres ayant au moins deux années consécutives de retard dans le paiement de leurs contributions n'ont pas droit au vote.</p>

	Pour ce faire, il est proposé d'ajouter le terme « au moins » et de supprimer « Consécutives »	
<p align="center">Article 18 :</p> <p align="center">Mode de scrutin</p> <p>Sous réserve de dispositions contraires, toutes les décisions sont adoptées par simple majorité des Etats présents et votants.</p>	<p>Par Décision n° 14/UPAP/CP/X/2021, la Conférence des plénipotentiaires, réunie en sa dixième session ordinaire, a introduit le vote par procuration dans son Règlement intérieur.</p> <p>Cette disposition devrait donc être modifiée afin de prendre en compte les États membres représentés dans le décompte des voix.</p>	<p align="center">Article 18 :</p> <p align="center">Mode de scrutin</p> <p>Sous réserve de dispositions contraires, toutes les décisions sont adoptées par simple majorité des Etats présents ou représentés et éligibles à voter votants.</p>
<p align="center">Article 19 :</p> <p align="center">Résolutions et Décisions</p> <p>1. Les projets de résolutions, les motions ou amendements sont remis par écrit au Secrétaire général, qui en communique le texte aux membres. Toutefois, le Conseil peut à la majorité simple des Etats membres présents et votants, autoriser l'examen d'une proposition dont le texte n'a pas été distribué à l'avance. Les projets de résolutions et les</p>	<p>Le Conseil d'administration est habilité à prendre des décisions, résolutions ou des recommandations.</p> <p>Ainsi, il manque à l'intitulé de l'article le terme « Recommandations ».</p> <p>Par ailleurs, dans le contenu de l'article même il manque tantôt le terme « décision » ou « recommandation » tantôt tous les deux (02).</p>	<p align="center">Article 19 :</p> <p align="center">Résolutions et Décisions</p> <p>1. Les projets de résolution, décision et de recommandation ainsi que les motions ou amendements sont remis par écrit au Secrétaire général, qui en communique le texte aux membres. Toutefois, le Conseil peut à la majorité simple des Etats membres présents et votants, autoriser l'examen d'une proposition dont le texte n'a pas été distribué à l'avance.</p>

<p>motions sont examinés dans l'ordre de leur soumission.</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Une motion ou un projet de résolution peut être retiré par son auteur avant qu'il n'ait été soumis au vote. Tout membre est habilité à présenter à nouveau une motion ou un projet ayant été retiré. 3. Les conclusions de la séance plénière peuvent faire l'objet de résolutions et de décisions. 4. Les conclusions des commissions peuvent faire l'objet de projets de résolutions et de décisions à soumettre à la plénière pour adoption. 5. Toutes les résolutions sont adoptées à la majorité simple des Etats membres présents et votants. 	<p>Il convient de corriger ces insuffisances pour prendre en compte tous les types d'actes susceptibles d'être pris par le Conseil d'administration</p>	<p>Les projets de résolutions, décision et de recommandation ainsi que les motions sont examinés dans l'ordre de leur soumission.</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Une motion ou un projet de résolution, décision ou de recommandation peut être retiré par son auteur avant qu'il n'ait été soumis au vote. Tout membre est habilité à présenter à nouveau une motion ou un projet ayant été retiré. 3. Les conclusions de la séance plénière peuvent faire l'objet de résolutions, recommandations et de décisions. 4. Les conclusions des commissions peuvent faire l'objet de projets de résolution, recommandation et de décision à soumettre à la plénière pour adoption. 5. Toutes les résolutions, décisions et les recommandations sont adoptées à la majorité simple des Etats membres présents ou représentés et votants.
---	---	---

<p style="text-align: center;">Article 20 : Procès-verbaux et Comptes rendus</p> <p>1. Les procès-verbaux et les comptes rendus des séances plénières sont rédigés par les rapporteurs du Conseil en collaboration avec le Secrétariat.</p>	<p>Les dispositions de cet article sont contraires à celles de l'article 6 (bis) qui prévoit que : « Le rapport des travaux du Conseil d'administration est élaboré sous la responsabilité des rapporteurs. »</p> <p>Etant donné le Secrétariat des réunions est assuré par le Secrétariat général de l'UPAP, il est indiqué de modifier cette disposition en l'alignant aux dispositions de l'article 6 (bis).</p>	<p style="text-align: center;">Article 20 : Procès-verbaux et Comptes rendus</p> <p>1. Les procès-verbaux et les comptes rendus des séances plénières sont rédigés par le Secrétariat du Conseil sous la supervision des les rapporteurs du Conseil en collaboration avec le Secrétariat.</p>
---	---	---